



La contribution suisse à l'élargissement

Contexte – Activités – Résultats
Rapport annuel 2015



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Illustrations page de titre: gauche: Dans les bâtiments, les plaques d'amiante qui se dégradent au fil des décennies présentent un danger: des fibres et de la poussière d'amiante peuvent s'en échapper et être respirées inconsciemment par les occupants. La Pologne prévoit donc d'éliminer tous les matériaux contaminés par l'amiante d'ici à 2032. Jusqu'à fin 2015, grâce à trois projets soutenus par la Suisse, 67 500 t d'amiante ont été éliminées de manière appropriée. © SECO; droite: Le projet «Oublie tes limites, pense à tes capacités» s'adresse aux porteurs d'un handicap physique en Roumanie. La contribution à l'élargissement encourage le partage d'expériences entre la fondation Motivation Roumanie et la Fondation suisse pour paraplégiques (FSP). L'objectif est de permettre aux porteurs d'un handicap de mieux s'intégrer dans le monde du travail et de réduire les désavantages sociaux dont souffre ce groupe de population. 120 thérapeutes sont spécialement formés pour soutenir dans cette voie les porteurs d'un handicap. © DDC

Chères lectrices, chers lecteurs,

Žan, un jeune Slovène de 14 ans, rêve de devenir photographe. Il souhaite que les hommes cessent de détruire la nature. Avec d'autres adolescents de son école, il est devenu «manager énergétique»: après avoir approfondi ses connaissances sur le thème des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, il sensibilise désormais ses camarades à cette thématique. Ce programme d'éducation a été soutenu par la contribution à l'élargissement. C'est aussi grâce à la Suisse que l'école de Žan n'est maintenant plus chauffée au mazout, mais à la biomasse, et a bénéficié d'un assainissement énergétique.

Cet exemple montre trois choses. Premièrement, la contribution à l'élargissement commence à porter ses fruits. Il est réjouissant de voir que les projets sont menés à bien et qu'ils apportent des résultats. Deuxièmement, la mise en œuvre des projets favorise la visibilité de la collaboration entre la Suisse et les Etats membres de l'UE qu'elle soutient, et donne une

image positive de notre pays. En effet, des voyages d'études et la livraison de pompes à chaleur ont permis à la Suisse d'apporter son expertise dans le cadre de projets énergétiques. Cette visibilité nous apporte de nombreux avantages sur les plans politique et économique. Troisièmement, le projet énergétique en Slovénie correspond parfaitement à l'esprit de la contribution à l'élargissement. La transition vers la biomasse et la rénovation de bâtiments scolaires réduisent les coûts de chauffage de 50% environ. Par ce projet et de nombreux autres, la Suisse contribue à la réduction des disparités économiques et sociales dans les pays partenaires. Ce faisant, elle participe à la construction d'une Europe plus sûre, plus stable et plus prospère.

Il s'agit de l'un des nombreux exemples par lesquels la DDC et le SECO illustrent, dans ce rapport annuel, les résultats de la contribution à l'élargissement. Bonne lecture!

Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch



Secrétaire d'Etat
Directrice du SECO

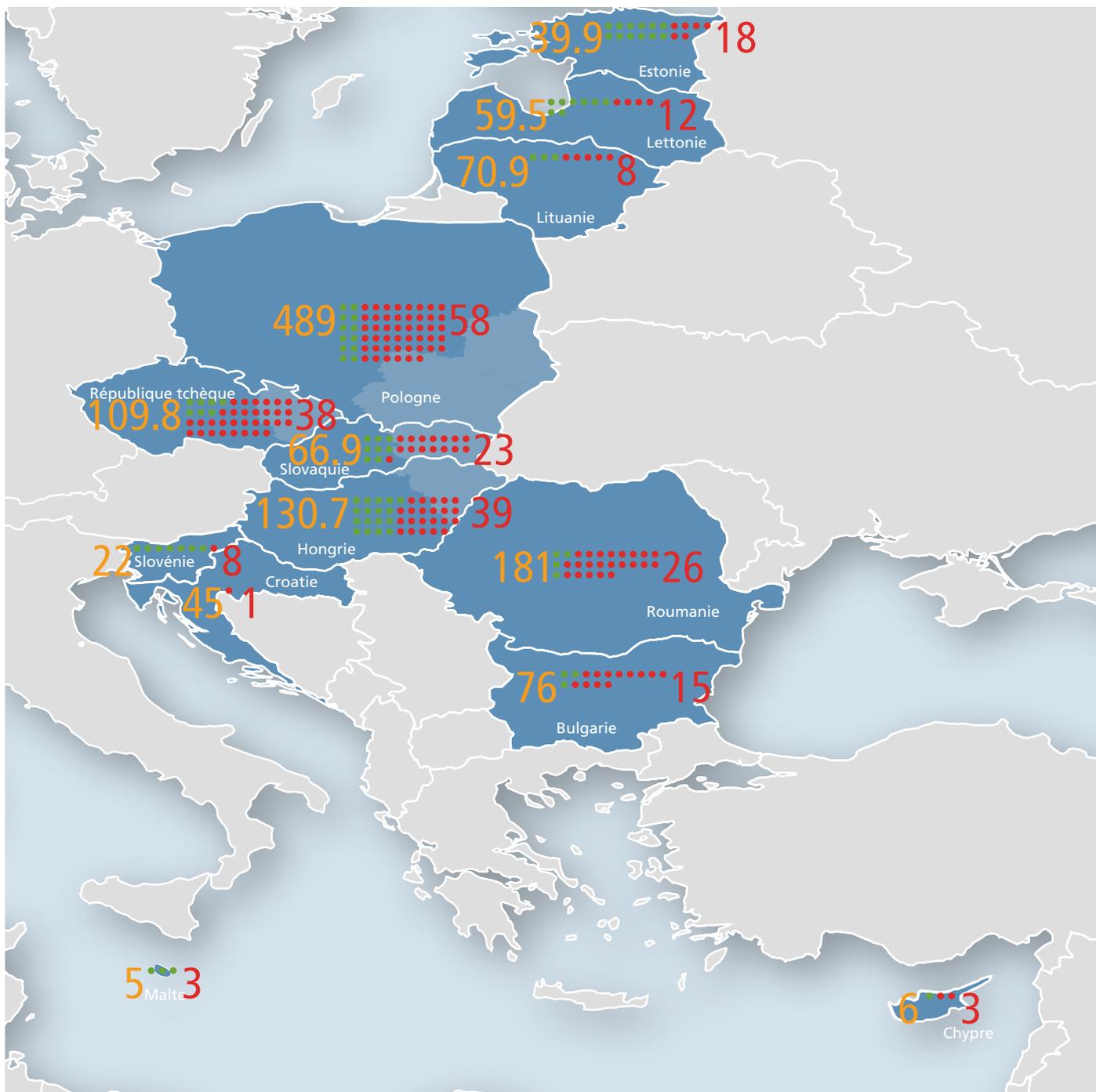


Manuel Sager



Ambassadeur
Directeur de la DDC





- Millions de CHF
- Nombre de projets et fonds thématiques
- Projets achevés

Vue d'ensemble

Au titre de la contribution à l'élargissement, qui représente en tout 1,302 milliard de francs, la Suisse soutient des projets dans les pays ayant adhéré à l'UE depuis 2004, afin de réduire les disparités économiques et sociales dans l'Europe élargie. Depuis 2007, des projets concrets, financés par le milliard de francs destiné à la cohésion, sont menés à Chypre, en Estonie, en Hongrie, en Lettonie, en Lituanie, à Malte, en Pologne, en Slovaquie, en Slovénie et en République tchèque. Dans ces pays, la période de mise en œuvre dure jusqu'en juin 2017, et tous les projets devront être achevés d'ici là. En 2009, la contribution suisse à l'élargissement a été dotée de 257 millions de francs supplémentaires en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie, qui sont membres de l'UE depuis 2007. La mise en œuvre des projets concernés prendra fin en décembre 2019. Enfin, la Croatie, qui est devenue le 28e Etat membre de l'UE le 1er juillet 2013, est soutenue par la Suisse à hauteur de 45 millions de francs. L'accord-cadre avec la Croatie a été signé en juin 2015. Les projets qui y sont liés seront engagés d'ici à mai 2017 et mis en œuvre avant l'été 2024.

La contribution à l'élargissement se base sur la votation populaire de 2006, lors de laquelle les électeurs suisses ont accepté la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est. Le peuple a ainsi exprimé sa volonté de contribuer à la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'Europe élargie. La contribution à l'élargissement est un

geste de solidarité et de responsabilité, qui est également dans l'intérêt de la Suisse, puisque les projets permettent de promouvoir un grand nombre de partenariats. Grâce à cette coopération, notre pays peut consolider ses relations bilatérales non seulement avec les nouveaux Etats membres de l'UE, mais encore avec l'UE tout entière. La contribution à l'élargissement, qui est un instrument important de la politique européenne de la Suisse, renforce l'image du pays. Les chances des entrepreneurs suisses participant à des marchés publics dans l'UE s'en trouvent augmentées. Un autre objectif de cette coopération est de participer, au moyen des différents projets, à la protection du climat.

La Suisse apporte sa contribution de manière autonome et convient directement avec les pays partenaires des projets qu'elle souhaite soutenir. Les partenaires des projets financent en règle générale au moins 15% des coûts. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et la Direction du développement et de la coopération (DDC), ainsi que leurs bureaux ouverts à Varsovie, à Riga, à Budapest, à Prague, à Bratislava, à Bucarest et à Sofia, assurent conjointement la mise en œuvre de la contribution à l'élargissement. Les collaborateurs de ces bureaux connaissent les conditions locales et disposent de contacts directs, ce qui leur permet d'optimiser les investissements. Les pays partenaires avancent l'argent, et si elle soupçonne des irrégularités, la Suisse peut suspendre ses versements.

En chiffres, la contribution à l'élargissement représente:

Environ **300** projets approuvés

100% du budget alloué aux projets destinés à l'UE-10 ainsi qu'à la Bulgarie et à la Roumanie est engagé

5 objectifs de projets: favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail; accroître la sécurité sociale; protéger l'environnement; accroître la sécurité publique; renforcer la société civile

13 pays partenaires: Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et République tchèque

1,302 milliard de francs destinés à réduire les disparités économiques et sociales dans l'UE élargie

110 millions de francs de la contribution à l'élargissement reviennent, sous forme de mandats ou de contributions, à des entreprises, hautes écoles et autres institutions suisses

Faits marquants en 2015

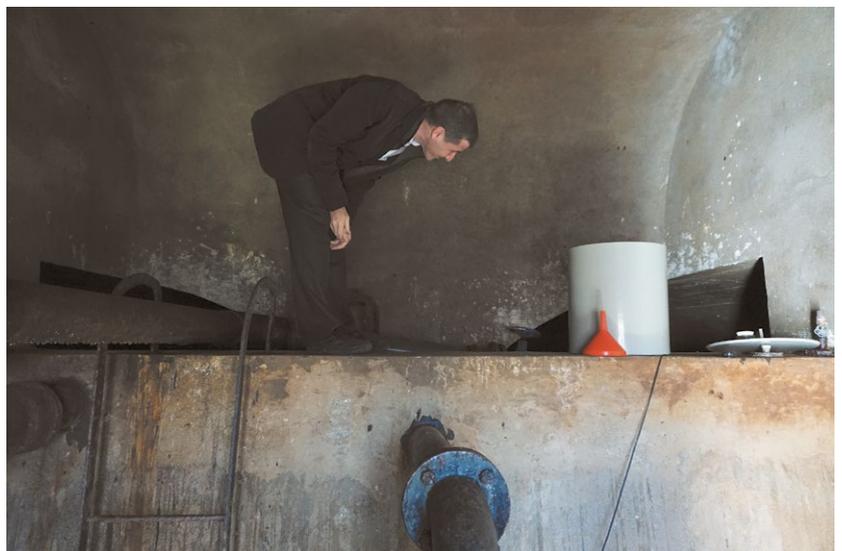
Croatie: signature de l'accord-cadre bilatéral

Le 30 juin 2015, la Suisse et la Croatie ont signé l'accord-cadre bilatéral qui règle la mise en œuvre de la contribution suisse à l'élargissement en faveur de la Croatie, dont le montant est de 45 millions de francs. L'accord-cadre définit pour l'essentiel les objectifs et le montant de la contribution ainsi que les principales dispositions concernant sa mise en œuvre. En le signant, la Suisse a approuvé formellement des ébauches de projet qui avaient été soumises par la Croatie et dont les deux pays ont discuté. Les partenaires croates continueront maintenant à les développer. La Suisse devra approuver de manière définitive tous les projets destinés à la Croatie d'ici au 31 mai 2017.

L'objectif est de développer, grâce au savoir-faire suisse, le pôle de recherche que constitue la Croatie et de mieux l'intégrer aux réseaux internationaux. La Suisse financera ainsi la mise en place au niveau universitaire d'une quinzaine de partenariats scientifiques, qui devraient se poursuivre une fois les projets terminés. Par ailleurs, elle apportera une contribution financière et conceptuelle à la modernisation du système de formation professionnelle croate, afin d'adapter les formations aux nouvelles exigences économiques. Ces projets doivent favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail en Croatie. En outre, la Suisse encourage les mesures visant à protéger l'environnement dans la région de Gorski Kotar, située dans le nord-ouest du pays. La mise en place et le développement de réseaux de traitement des eaux usées permettent de préserver de précieuses ressources en eau. En parallèle, l'assainissement des réseaux d'alimentation en eau potable améliore la qualité de vie dans cette région. Ces deux mesures favorisent par ailleurs une croissance durable de l'économie régionale. Les dégâts causés par la guerre en Yougoslavie dans les années 90 sont encore visibles dans de nombreux endroits. En collaboration avec la Croatie, la Suisse entend dès lors poursuivre le déminage des zones à risque et renforcer l'intégration des victimes des mines dans la société et le monde professionnel, et ainsi contribuer à accroître la sécurité publique. La Suisse finance, au moyen de deux fonds, des projets qui renforceront la société civile et encourageront les partenariats entre organismes helvétiques et institutions locales.



Une délégation croate a visité plusieurs écoles professionnelles et entreprises suisses de différentes branches pour se faire une idée sur place du système suisse de formation duale. © DDC



Dans la commune de de Fužine, en Croatie, un expert suisse examine le réservoir d'eau potable, qui date de 1960. © SECO

Malte: fin des projets

Malte est le premier pays dans lequel les projets réalisés dans le cadre de la contribution à l'élargissement ont pu être achevés. Les deux projets concernés ont atteint leurs objectifs et peuvent être qualifiés d'exemplaires en termes d'efficacité et de durabilité.

› Depuis son installation à l'hôpital public «Mater Dei» début 2013, le tomographe a permis de réaliser environ 10 000 examens par imagerie médicale. Le scanner TEP/TDM (tomographie par émission de positons / tomодensitométrie) rend possible un diagnostic du cancer précoce et précis, ce qui facilite le traitement et augmente la qualité de vie des patients. Auparavant, pour bénéficier de cette technologie, les patients devaient se rendre à l'étranger ou dans une clinique privée. De nombreux Maltais devaient toutefois renoncer à ces options pour des raisons financières. Grâce à l'échange de savoirs et d'expériences avec l'Institut oncologique de la Suisse italienne (IOSI) de l'hôpital régional de Bellinzona, des radiologues maltais ont pu approfondir leurs connaissances spécialisées dans le domaine de la TEP/TDM. La Suisse a apporté une contribution de 2,79 millions de francs à l'acquisition du scanner TEP/TDM, permettant ainsi à la population maltaise de bénéficier d'une amélioration substantielle en matière de diagnostic du cancer. Maintenant que le projet a été bouclé, les frais d'entretien et de personnel sont assumés dans leur totalité par le système de santé public maltais.

› Depuis de nombreuses années, la Suisse et Malte unissent leurs efforts en faveur de la paix et de la stabilité dans l'espace méditerranéen. L'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques (Mediterranean Academy of Diplomatic Studies, MEDAC), fondée en 1990, est l'un des résultats de ce partenariat. Le soutien de la Suisse à la MEDAC

a renforcé le rôle de Malte en tant que médiateur entre l'Europe et l'Afrique du Nord. Pendant la période 2010-2015, des bourses ont permis à 60 jeunes diplomates en provenance d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient d'acquérir des connaissances importantes dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratie et de la gouvernance. Le développement d'un réseau de diplômés renforce les contacts entre les anciens étudiants, et contribue ainsi à la coopération entre les pays de la Méditerranée. La chaire financée par la Confédération a renforcé le partenariat entre la Suisse et Malte, et des enseignants suisses ont eu la possibilité de donner des cours auprès de la MEDAC. Dans le cadre de la contribution à l'élargissement, la Suisse a accordé à la MEDAC un montant de 1,9 million de francs. La collaboration entre les deux pays se poursuivra après la fin du projet.



Dans le cadre d'un master à l'Académie méditerranéenne d'études diplomatiques (MEDAC), 60 jeunes diplomates en provenance d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont pu approfondir leurs connaissances concernant les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance. © DDC

Objectifs des projets

La contribution à l'élargissement concourt à la réduction des disparités économiques et sociales. Chaque projet vise à atteindre l'un des cinq buts définis dans ce domaine:

- › favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail
- › accroître la sécurité sociale
- › protéger l'environnement
- › accroître la sécurité publique
- › renforcer la société civile

Pour chaque projet, des objectifs mesurables sont fixés dans l'accord de projet. En principe, ce sont les pays partenaires qui ont la responsabilité de contrôler la fourniture des prestations et la réalisation des objectifs des projets. Ils rendent régulièrement compte à la Suisse de l'avancement des projets et du respect des indicateurs définis. Les pages suivantes proposent une présentation plus détaillée des objectifs de projets, illustrés au moyen d'exemples concrets.

Lituanie: une campagne d'affichage fructueuse

En Lituanie, une campagne d'affichage a été lancée en été 2015 dans le but d'améliorer la visibilité de la contribution à l'élargissement. Une réaction positive est parvenue par courriel à l'ambassade de Suisse à Riga: «Bonjour, je suis tombé sur des affiches à Vilnius disant que la Suisse soutient la Lituanie à hauteur d'environ 70 millions de francs. Même si je n'en bénéficie pas de façon directe, je souhaite vous remercier, en tant que citoyen lituanien, pour cette généreuse aide. Avec mes meilleures salutations, Justas».



© Ministère des finances publiques de Lituanie

Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail

Avec 333 millions de francs, la Suisse soutient dans ses pays partenaires des projets visant à stimuler la croissance économique et à améliorer les conditions de travail. Ces projets servent également l'intérêt de la Suisse, dont l'industrie d'exportation profite du développement des marchés est-européens et de l'augmentation du pouvoir d'achat dans les pays partenaires.

De natures très diverses, ces projets vont de la promotion des régions structurellement faibles dans le sud-est de la Pologne au développement de programmes de bourses pour des jeunes chercheurs

des nouveaux pays membres de l'UE, en passant par la mise en place d'un système dual de formation professionnelle en Slovaquie. La contribution à l'élargissement finance en outre des crédits pour des petites entreprises et concourt ainsi à la création et au maintien de nombreux emplois. De plus, elle renforce la responsabilité sociale des entreprises et le tourisme dans des régions structurellement faibles et améliore l'application des normes internationales dans les domaines de la présentation des comptes et de la révision. Respecter ces normes améliore à son tour le climat d'investissement et permet de prévenir les infractions financières.

La contribution à l'élargissement en chiffres:

Plus de **500** doctorants et postdoctorants ont pu effectuer leurs recherches en Suisse grâce à une bourse

Quelque **15 000** futurs entrepreneurs polonais ont acquis, grâce à des formations, des connaissances en création et en gestion d'entreprise

186 travailleurs hongrois hautement qualifiés ont trouvé un travail grâce à un fonds de capital-risque

102 entreprises roumaines ont bénéficié d'un prêt garanti par un gage leur permettant de moderniser ou d'étendre leur capacité de production

156 PME polonaises mettent en œuvre des mesures concrètes visant à promouvoir une gestion d'entreprise durable et sociale

Plus de **10 000** personnes travaillant pour les autorités ou au sein d'associations dans cinq pays partenaires ont suivi des formations sur les normes internationales régissant la présentation et la vérification des comptes

Fin du programme de recherche Sciex

Le programme de bourses d'études Sciex (Scientific Exchange Programme between the New Member States and Switzerland) a permis à plus de 500 doctorants et postdoctorants d'effectuer un séjour de recherche en Suisse dans le cadre duquel ils ont pu faire avancer leurs travaux de recherche. Attester d'expériences dans différents instituts de recherche, en partie à l'étranger, est souvent nécessaire pour mener une carrière académique. Les séjours de recherche non seulement permettent d'améliorer les compétences individuelles des chercheurs, mais favorisent aussi les échanges et les relations entre les établissements de l'enseignement supérieur au-delà de la durée des projets, ce qui ouvre de nouvelles pistes de recherche. De nombreux jeunes universitaires des nouveaux Etats membres de l'UE se voient

cependant privés d'une telle possibilité pour des raisons de coût. Le programme Sciex a contribué notablement au renforcement de la recherche dans les pays impliqués. La Suisse a apporté pour sa part son savoir-faire en matière de formation et de recherche. Le programme a également permis d'établir des contacts durables avec les chercheurs des nouveaux Etats membres de l'UE. La contribution de la Suisse s'est élevée à 46,8 millions de francs. Les pays participants étaient la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque. La coordination du programme a été confiée à la Conférence des recteurs des universités suisses (swis-universities).



La Polonaise Magdalena Rowinska-Zyrek a effectué un séjour de recherche à l'Université de Zurich dans le domaine de la biochimie inorganique. Ce séjour lui a permis d'élargir son champ de recherche et de se familiariser avec de nouvelles techniques qu'elle met aujourd'hui à profit à l'Université technique de Wrocław. © Magdalena Rowinska-Zyrek

Accroître la sécurité sociale

La Suisse finance avec environ 180 millions de francs une large palette de mesures relatives à la sécurité sociale dans les pays partenaires. Les personnes âgées et malades ainsi que la promotion des jeunes sont au cœur de ces mesures. Les projets sont axés sur les cinq domaines prioritaires que sont les services sanitaires de base, la modernisation des hôpi-

taux, la prévention, les services sociaux pour certains groupes cibles, ainsi que différentes prestations sociales comme la facilitation de l'accès à l'école dans les régions rurales ou l'amélioration des services médicaux d'urgence. La Suisse contribue à ces projets par le biais de ses connaissances techniques.

La contribution à l'élargissement en chiffres:

En Slovaquie, **8000** enfants et adolescents roms ont accès à des centres communautaires proposant des cours d'appui et des conseils en cas de problèmes de santé ou de difficultés financières

En Lettonie, **110** bus scolaires transportent chaque jour plus de 7000 enfants de 59 communes, facilitant leur accès à l'éducation

En Bulgarie, **350** personnes âgées bénéficient de soins à domicile dans 4 communes de la région de Vratsa, où 8 soignants d'origine rom ont été formés

En Pologne, **814 000** personnes ont participé à des campagnes de prévention régionales (16) et locales (4291) sur les thèmes de l'alcool et du tabac

En Estonie, **86** enfants sans soutien parental ont intégré 13 foyers à structure familiale nouvellement construits, où ils sont encadrés par des assistants sociaux

En Hongrie, **2000** personnes sont prises en charge par des professionnels de la santé tous les mois

Bulgarie: inscription des soins à domicile dans la législation

En Bulgarie, la mise en place d'un système de soins extra-hospitaliers inspiré du modèle suisse de soins à domicile, dont l'efficacité est reconnue, a permis d'améliorer la qualité de vie des personnes souffrant de maladies chroniques et des personnes âgées atteintes d'un handicap, y compris les membres de la communauté rom. Dans 4 communes de la région de Vratsa, 350 personnes âgées sont prises en charge et soignées à domicile, ce qui leur permet de conserver leur indépendance. En Bulgarie, la population vieillit, tandis que les jeunes sont de plus en plus nombreux à partir à l'étranger ou à quitter la campagne pour les grandes villes. Les personnes âgées ne peuvent donc plus compter que sur elles-mêmes. Le projet est mené conjointement par la Croix-Rouge suisse et la Croix-Rouge bulgare.

Le 9 septembre 2015, le parlement bulgare a adopté l'introduction des soins à domicile dans la loi sur la santé. Cette nouvelle prestation est financée par le biais de l'assurance-maladie et d'autres budgets destinés au domaine de la santé. Dans le cadre de ce projet, la Croix-Rouge suisse et la Croix-Rouge bulgare ont formulé des propositions et des recom-

mandations, contribuant notablement à l'inscription des soins extra-hospitaliers dans la législation. Par ailleurs, la profession des soins à domicile a été officiellement reconnue et définie.

Lyubomir Tzenov, 78 ans, vient de la ville de Vratsa, en Bulgarie. Il a longtemps été livré à lui-même, devant se rendre chez le médecin ou à l'hôpital pour recevoir des soins médicaux. Grâce aux soins à domicile, il a retrouvé son indépendance. De plus, ces soins sont moins onéreux que les soins hospitaliers et déchargent les proches. © DDC



Protection de l'environnement

Une somme d'environ 479 millions de francs est consacrée à des projets relevant de la protection de l'environnement. Ils comprennent des projets d'infrastructures qui visent à promouvoir les transports publics, l'alimentation en eau potable, l'épuration des eaux usées, l'efficacité énergétique, le recours aux énergies renouvelables, l'élimination des déchets spéciaux et la surveillance de l'environnement.

Ces projets ne contribuent pas seulement à protéger l'environnement, mais réduisent également les risques sanitaires, améliorent les conditions de vie de la population et stimulent la croissance économique. Outre ces activités dans le domaine des infrastructures, la Suisse soutient des projets visant à protéger la nature et à préserver la biodiversité.

La contribution à l'élargissement en chiffres:

27 km de conduites d'eau ont été installées ou renouvelées en Hongrie	80 000 m ² de panneaux solaires ont été installés en Pologne
900 t de produits pétroliers ont été pompés d'un terrain pollué dans un port industriel de Riga, capitale de la Lettonie	11 549 bâtiments dans cinq pays partenaires ont bénéficié d'un assainissement énergétique et/ou utilisent des sources d'énergie renouvelables
67 500 t d'amiante ont été éliminées de manière appropriée en Pologne	Gli scarichi di 1861 ménages ont été reliés au réseau de canalisations en Slovaquie

Contribution à la protection du climat en Slovénie

La part de la contribution à l'élargissement destinée à la Slovénie s'élève à 22 millions de francs. Près de la moitié de cette somme a été attribuée à deux projets consacrés à la production d'énergie renouvelable et à la consommation énergétique durable. Les bâtiments publics rénovés grâce à ces deux projets ont vu leur facture de chauffage et d'électricité diminuer de 40 à 50%. Les premiers relevés indiquent une réduction d'émissions de CO₂ de 1600 t par an, soit 82 500 trajets Berne-Zurich en voiture.

Aperçu des résultats des deux projets:

- › 41 bâtiments publics, dont une majorité d'écoles, sont chauffés au moyen de copeaux de bois ou de pellets de production locale et de pompes à chaleur fournies par une entreprise suisse. En outre, 20 de ces bâtiments ont bénéficié d'un assainissement énergétique.
- › Grâce à cinq installations photovoltaïques et à un mur antibruit muni de panneaux solaires le long de l'autoroute, la Slovénie a accru sa production de courant issu de l'énergie solaire.
- › Plusieurs centaines de jeunes reçoivent chaque année un enseignement ciblé en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et de durabilité. Les enseignants disposent d'une plateforme d'apprentissage en ligne, de matériel d'enseignement, de maquettes de maisons et d'un espace d'enseignement en extérieur axé sur l'écologie.
- › 44 écoles ont participé à un concours sur le thème des énergies renouvelables. Les gagnants ont pu effectuer un échange avec le gymnase cantonal zurichois d'Enge et visiter l'Umweltarena, à Spreitenbach.

nal zurichois d'Enge et visiter l'Umweltarena, à Spreitenbach.

- › A l'occasion de deux voyages d'études en Suisse et d'un séminaire, des entreprises de Suisse et de Slovénie ont pu échanger leurs expériences: un groupe d'entrepreneurs slovènes a notamment visité le nouveau quartier de Richti à Wallisellen, dans le canton de Zurich, un ensemble de constructions qui répond à l'objectif de la société à 2000 watts.

A Cerkno, la «maison de l'écologie» sert de centre d'information autour des thèmes liés au développement durable pour l'ensemble des classes du pays. © SECO



Interview: des technologies suisses recherchées à l'étranger

L'entreprise suisse Leica Geosystems SA a remporté deux importants appels d'offres dans le cadre de la contribution à l'élargissement. Les précisions de Laura Petersberger, responsable des projets bénéficiant de financements internationaux chez Leica.

Comment la contribution à l'élargissement a-t-elle profité à Leica?

Leica a remporté deux appels d'offres. Dans le cadre du premier mandat, qui concernait l'Estonie, nous avons fourni, pour un total de 1,1 million de francs, du matériel informatique et des logiciels de mesure GPS en temps réel facilitant la surveillance de l'environnement. Notre second mandat consistait à fournir à la Slovaquie des appareils de modélisation de la configuration du terrain et de sa surface, d'une valeur totale de 1,5 million de francs. Ces appareils permettent une exploitation et un entretien durables des forêts.

Outre ces appels d'offres, d'autres projets profitent de manière indirecte à Leica, dès lors qu'il s'agit soit de mesure ou de surveillance, soit de collecte, d'analyse et de présentation d'informations d'ordre spatial. Le champ d'utilisation de nos technologies dépasse le domaine traditionnel du cadastre: il s'étend à l'industrie aéronautique et spatiale, à l'agriculture, à la gestion des catastrophes et des situations d'urgence, à la recherche dans le domaine de l'environnement, à la criminalistique et à la sécurité publique. Certains de ces thèmes étant couverts par la contribution à l'élargissement, il est bien possible que, après l'adjudication, nos technologies aient été distribuées par le biais de nos points de vente sur place.

Le fait que vous ayez remporté deux appels d'offres est-il la preuve que l'expertise suisse est recherchée, malgré la force du franc?

Les technologies suisses, qui se distinguent par un niveau de qualité élevé, restent particulièrement appréciées, à l'étranger également. Cependant, nous aussi avons ressenti les effets de l'abolition par la Banque nationale suisse du taux plancher face à l'euro. Ils sont facilement perceptibles dans les appels d'offres publics, où la pression sur les prix s'est intensifiée. Cependant, il serait hâtif de tirer des conclusions sur la situation économique globale des entreprises suisses sur la base de notre propre expérience: par exemple, le lancement du projet en Slovaquie que je viens d'évoquer date d'avant la période de l'«euro faible».

Les Etats qui ont intégré l'UE depuis 2004 représentent-ils des marchés intéressants pour l'avenir?

Ces marchés sont dans tous les cas très importants pour Leica et présentent un potentiel de croissance intéressant.

Est-ce que les appels d'offres remportés vous aident à accéder à ces marchés?

Leica avait déjà pénétré ces marchés avant, mais les appels d'offres que nous avons remportés nous permettent de rester solidement implantés sur ces marchés.



Le projet en Estonie évoqué dans l'interview fait partie d'un programme de surveillance de l'environnement soutenu par la Suisse à hauteur de 8,5 millions de francs. La Suisse et l'Estonie fournissent des appareils modernes à 11 laboratoires et stations de surveillance estoniens, et financent la formation du personnel. L'Estonie dispose ainsi de données environnementales complètes et fiables dans les domaines de l'eau, de l'air, des rayonnements radioactifs et des dangers naturels. © Ministère des finances publiques d'Estonie, photographe: Arno Mikkor

Accroître la sécurité publique

116 millions de francs de la contribution à l'élargissement sont destinés à l'accroissement de la sécurité publique dans les pays partenaires. Il s'agit par exemple de moderniser le système judiciaire en Lettonie, de renforcer la protection de la frontière orientale de l'espace Schengen en Pologne, de mettre en place des mesures pour gérer les catastrophes na-

turelles et les situations d'urgence en Hongrie et de lutter contre la corruption et la criminalité organisée dans différents pays. Ces projets qui visent à améliorer la sécurité publique dans les pays partenaires servent également l'intérêt de la Suisse, étant donné qu'ils contribuent entre autres à lutter contre la criminalité transfrontalière.

La contribution à l'élargissement en chiffres:

308 installations audio et 94 installations vidéo ont été mises en place dans 42 tribunaux et 12 prisons en Lettonie

227 membres d'institutions publiques de Pologne ont participé à 10 formations sur les situations d'urgence

57 communes de République tchèque ont pu améliorer leurs mesures de protection contre les incendies, ce qui permet à 14 000 enfants d'être scolarisés dans des locaux plus sûrs

4500 membres de la police slovaque ont suivi une formation de base sur la manipulation de matériaux radioactifs ou nucléaires

480 m de digue ont été reconstruits pour prévenir les inondations au réservoir de Rabaka, en Hongrie

4 visites ont permis aux autorités bulgares d'approfondir leurs connaissances sur le Système d'information Schengen

Pologne: des routes sûres grâce à l'expertise suisse

Avec chaque année 87 accidents mortels pour 1 million d'habitants, la Pologne compte parmi les pays d'Europe ayant le réseau routier le plus dangereux. Par le projet «Road Safety», la Suisse contribue à l'amélioration de la sécurité routière en Pologne. Dans le cadre de ce projet, axé sur l'échange de connaissances entre responsables suisses et polonais sur les mesures de modération du trafic routier, la formation et la prévention des accidents, la Suisse apporte sa longue expérience en matière de réduction du nombre d'accidents.

Le 6 février 2015, le parlement polonais a adopté une loi révisée sur la circulation routière, qui est entrée en vigueur en mai 2015. Cette nouvelle loi, inspirée de la législation suisse, impose des amendes d'ordre plus élevées en cas d'infractions routières et des sanctions plus sévères en cas d'alcool au volant. En outre, la Pologne a introduit le principe de l'aide aux victimes d'infraction selon le modèle suisse. Ainsi, une personne ayant causé un accident sous l'influence de l'alcool a maintenant l'obligation de verser une aide à la victime, à sa famille ou au Fonds de l'aide aux vic-

times. La révision de la loi polonaise montre la portée potentielle d'un projet au niveau politique et les changements positifs que peuvent apporter le dialogue bilatéral et la transmission de l'expertise suisse.



Plus de 600 membres de la police polonaise ont reçu une formation sur le thème de la sécurité routière, ce qui permet une surveillance du trafic plus efficace et efficace.
© Andrzej Mitura

Renforcer la société civile

La contribution à l'élargissement finance à hauteur de 105 millions de francs des projets pour renforcer la société civile. A l'exception de Malte, un fonds de soutien aux organisations non gouvernementales (fonds ONG) a été mis en place dans chaque pays partenaire. Les fonds ONG financent 700 petits projets au total, en majorité des projets sociaux ou environnementaux qui permettent à la société civile de participer avec succès au développement économique et social du pays. En faisant appel à des partenaires suisses, les ONG peuvent profiter de leur savoir-faire. De leur côté, des organisations suisses

peuvent développer leurs réseaux et leurs compétences grâce aux partenariats avec des organisations dans les pays partenaires.

En Bulgarie, en Croatie, en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie, en Slovénie, en Roumanie et en République tchèque, il existe en outre un fonds d'appui aux partenariats. Quelque 250 projets de partenariat favorisent l'échange de connaissances entre les communes et les institutions de Suisse et des pays partenaires.

La contribution à l'élargissement en chiffres:

20 projets contribuent à la conclusion de nouveaux partenariats entre la Bulgarie et la Suisse

10 projets dans le domaine des services sociaux améliorent la qualité de vie des personnes âgées en République tchèque

99 ONG de la région défavorisée du nord-est de la Hongrie ont bénéficié, dans leur travail, d'un soutien en matière de gestion et d'efficacité

114 000 personnes ont bénéficié de projets d'ONG dans les domaines social et environnemental en Roumanie

4 ONG ont pu participer au processus législatif en Slovaquie

95% personnes ont bénéficié de projets d'ONG dans les domaines social et environnemental en Roumanie

Partenariat Suisse-République tchèque en faveur des droits de l'enfant

Dans le cadre du fonds de partenariat, l'Institut international des droits de l'enfant (IDE) et l'organisation tchèque à but non lucratif Česko-britská cherchent notamment à faire en sorte que les droits de l'enfant fassent partie intégrante de la formation et du perfectionnement des professionnels qui travaillent dans les domaines du social et de l'éducation.

appel d'offres pour le nouveau programme opérationnel de l'UE intitulé «Recherche, développement et éducation». L'une des priorités du programme est l'intégration sociale des enfants, en particulier l'éducation préscolaire, la prévention de l'échec scolaire et la formation continue des enseignants.

Trois projets successifs au total, qui ont été menés à bien au cours des cinq dernières années, ont donné lieu à trois importantes publications sur cette thématique. En 2012, la Cour suprême de la République tchèque s'est fondée sur la première d'entre elles, une étude sur les droits de l'enfant, pour statuer dans une affaire qui concernait un enfant. Le jugement et l'exposé des motifs ont ensuite été transmis à tous les tribunaux du pays à titre de précédent. Deux ans plus tard, les partenaires ont publié une étude consacrée aux moyens de faire respecter les droits de l'enfant, tandis qu'un document portant sur la participation et les nouvelles méthodes dans le travail avec les enfants menacés et leurs familles est sorti en 2014. Le ministère tchèque de la Formation, de la Jeunesse et du Sport s'est fondé sur ces deux dernières publications pour lancer, en juin 2015, un

Tous les enfants n'ont malheureusement pas la chance de grandir dans une famille unie. C'est aussi le cas en République tchèque, où de nombreux enfants et adolescents vivent dans des foyers ou d'autres institutions. Un objectif est de placer les enfants dans des familles d'accueil. Le projet encourage la sensibilisation aux droits de l'enfant en République tchèque, comme ici, à l'école primaire de Merhautova, à Brno. © DDC



Impressum

Impressum:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
3003 Berne

Mise en page:

Communication visuelle DFAE, Berne

Téléchargement:

www.contribution-elargissement.admin.ch rubrique «Publications»

Contact spécialisé:

Direction du développement et de la coopération DDC
Division des Nouveaux Etats membres de l'UE
Freiburgstrasse 130
3003 Berne
Tél. +41 58 462 68 46
swiss-contribution@eda.admin.ch

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Secteur Contribution à l'élargissement/Cohésion
Holzikofenweg 36
3003 Berne
Tél. +41 58 462 78 24
swiss-contribution@seco.admin.ch

www.contribution-elargissement.admin.ch

Berne, avril 2016